

## G

**GARDES CHAMPETRES.** — Proposition de résolution de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à répartir entre l'Etat et les communes la charge du traitement des gardes champêtres, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 avril 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1167.

**GARDE RÉPUBLICAINE (Solde de la).** — Voy. *Armée*, § 1<sup>er</sup>.

**GARDES FORESTIERS (Surnombre des),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

**GARDIENS DE BIBLIOTHÈQUES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

**GARDIENS DE MUSÉES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

**GASCOGNE.** — Voy. *Forêts*, § 1<sup>er</sup>.

**DE GAULLE (Général).** — Voy. *Guerre 1939-1945*, § 1<sup>er</sup>.

**GAZ.** — Voy. *Nationalisations*, §§ 13, 14.

**GENDARMERIE (Solde de la).** — Voy. *Armée*, § 1<sup>er</sup>.

**GENDARMERIE (Nombre des officiers et sous-officiers de),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (Dépenses militaires), (ARMÉES).

**GENS DE MAISON.** — Proposition de loi de Mlle Renée Prevert et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut des gens de maison, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 272.

**GÉOMÈTRES EXPERTS (Ordre des).** — Projet de loi instituant l'ordre des géomètres experts, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 par M. Paul Giacobbi, Ministre de l'éducation nationale (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale) n° 265 ; rapport le 19 mars (2<sup>e</sup> séance) par M. Félix Kir, n° 696. Adoption le 11 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 120.

Loi du 7 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 8 mai 1946.

**GÉRANTS.** — Proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales découlant de cette reconnaissance et à les soumettre aux juridictions compétentes, présentée à l'As-

semblée Nationale Constituante le 31 janvier 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 328.

### GESTION (des entreprises).

— part dans la. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 11.

**GIBIER.** — Voy. *Agriculture*, § 15.

### GOVERNEMENT (Composition du).

— Voy. *Budget de l'exercice 1945*, § 1. — *Budget de 1946*, § 5.

**GRACES (Octroi des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (JUSTICE), *Discussion générale*.

**GRADE MILITAIRE.** — Voy. *Pensions militaires*, § 3.

**GRANDS INVALIDES.** — Voy. *Mutilés de guerre*, § 2.

**GRANDES VILLES.** — Voy. *Charbon (attribution de)*.

**GRATUITÉ DE LA JUSTICE (Nécessité de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (JUSTICE), *Discussion générale*.

**GREFFES.** — Voy. *Organisation judiciaire*, § 10.

**GROUPEMENT DES EFFECTIFS**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INFORMATION), *Discussion générale*.

**GUADELOUPE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 3, 19, 28, 34.

**GUELMA (Rôle du sous-préfet de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INTÉRIEUR), *Discussion générale*.

**GUYANE (Equipement de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

**GUYANE (Exploitation aurifère de la)** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

**GUYANE FRANÇAISE.** — Voy. *Elections*, § 18. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 5, 15, 19, 29, 30, 39.

### GUERRE 1939-1945.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Maurice Schumann et plusieurs de ses collègues tendant à déclarer que les combattants du front, ceux qui ont lutté et souffert pour la Résistance, les armées de la libération et le général de Gaulle ont bien mérité de la patrie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 novembre 1945, n° 5. Adoption sans débat le 13 novembre 1945. — Résolution n° 3.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Luc Levesque et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret de cessation des hostilités, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 55.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le transfert gratuit des corps des militaires et victimes de la guerre décédés par le fait de la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 151 ; rapport le 22 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par Mme Denise Ginollin, n° 725.

§ 4. — Proposition de loi de Mme Germaine Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues

tendant à modifier l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 311; rapport collectif le 10 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Joannès Charpin, n° 970; rapport retiré (*J. O.* du 20 avril 1946, p. 2074); rapport le 19 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Joannès Charpin, n° 1145 (*Voy. § 1<sup>er</sup> ci-dessus, § 6 ci-après et Faillite, § 1*).

§ 5. — Proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder immédiatement au désobusage des régions, anciens théâtres d'opérations de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 février 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 392; rapport le 19 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Joseph Lecacheux, n° 1112.

§ 6. — Proposition de loi de M. Jacques Arrès Lapoque et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 février 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 396; rapport collectif le 10 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Joannès Charpin, n° 970; rapport retiré (*J. O.* du 20 avril 1946, p. 2074) (*Voy. §§ 1 et 4 ci-dessus et Faillite, § 1*).

§ 7. — Proposition de loi de Mme Marie Texier-Lahouille et plusieurs de ses collègues tendant à créer des nécropoles régionales pour les victimes de la guerre et à en instituer le financement par souscription nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 463; rapport le 28 mars (2<sup>e</sup> séance) par Mme Marie Texier-Lahouille, n° 787; rapport supplémentaire le 5 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par Mme Marie Texier-Lahouille, n° 899.

§ 8. — Proposition de loi de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à la fixation des délais d'application de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France, présentée à l'Assemblée Nationale Cons-

tituante le 28 février 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 526.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à régler aux prestataires les réquisitions ennemies faites sans remise de bons de réquisition, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1<sup>er</sup> mars 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 551.

§ 10. — Proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice); n° 594.

§ 11. — Projet de loi relatif aux réclamations nées à l'occasion des réquisitions allemandes en matière de logement et de cantonnement, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. André Philip, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission de la reconstruction) n° 751; rapport le 10 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Henry Gouge, n° 971. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 163.

Loi du 30 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mai.

§ 12. — Proposition de résolution de MM. Jean Minjot et Edouard Herriot tendant à inviter le Gouvernement à créer un organisme officiel de recherche, d'exhumation et d'identification des corps des victimes de la guerre et de l'occupation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 837; rapport le 11 avril (3<sup>e</sup> séance) par Mme Marie Oyon, n° 991. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Résolution n° 161.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Robert Pouille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire payer, par les industriels et l'armée ennemis, aux patriotes condamnés par les conseils de guerre allemands et aux déportés sans jugement ayant travaillé en Allemagne une indemnité calculée sur le salaire moyen départemental du domicile

de l'exilé, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 979.

§ 14. — Projet de loi portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Félix Gouin, Président du Gouvernement provisoire de la République, Ministre de la Défense nationale (renvoyé à la Commission de la justice), n° 1123. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 218.

Loi du 10 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 12 mai.

§ 15. — Voy. aussi *Décorations*, §§ 3, 7. — *Prisonniers et déportés*, § 10.

**GUERRE D'ESPAGNE.** — Voy. *Etat civil*, § 2.

**GYMNASTE MÉDICAL.** — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 4.

